



REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES
COMMUNE DE LE TIGNET

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers :
en exercice : 23
présents : -
Votants : -

L'an deux mil vingt cinq
le sept avril

Le Conseil Municipal de la Commune DU TIGNET dûment convoqué,
s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur
Claude SERRA Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : le 24 mars 2025

Ouverture de la séance : **19h00**

PRESENTS :

ABSENTS SANS POUVOIR :

POUVOIRS :

Secrétaire de Séance : Brigitte LUCAS

DELIBERATION N° 2025.024 : DENSIFICATION DU DISPOSITIF DE VIDEO PROTECTION

Monsieur le Maire rappelle que la commune s'est dotée en 2021 d'un dispositif de vidéo protection de dernière génération en lieu et place du réseau antérieur totalement obsolète et trop léger.

L'objectif poursuivi était d'être en mesure d'assurer une protection de jour comme de nuit.

Ce dispositif a pour vocation de dissuader les délinquants, et notamment les cambrioleurs, d'agir sur notre territoire communal, d'opérer l'identification de véhicules suspects, de maîtriser les vitesses automobiles excessives et par conséquent dangereuses et de concourir à la lutte contre les dépôts de déchets sauvages.

Le premier bilan dressé s'avère très largement positif.

Il a notamment grandement facilité l'action des services de Gendarmerie dans leurs investigations judiciaires.

Toutefois, ce premier retour d'expérience a permis de constater que le maillage mis en place devait être densifié dans certaines zones névralgiques nécessitant une protection renforcée.

En conséquence, un programme de densification a été élaboré : il prévoit d'implanter 10 nouvelles caméras sur le territoire communal, essentiellement sur la voie publique et aux abords des lieux ouverts au public.

La couverture des axes de pénétration routière sera ainsi totalement assurée en fonctionnement « H 24 » pour permettre une lutte renforcée contre les cambriolages et les risques d'agression à domicile.

En outre, Monsieur le Maire précise que compte tenu de la qualité de ce dispositif et de la situation géographique de notre commune, le Groupement départemental de gendarmerie des Alpes-Maritimes a proposé de procéder au déport de deux de nos caméras qui seraient ainsi gérées sur son centre opérationnel en liaison permanente.

Par ailleurs, le Président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes a pris la décision de créer un centre de supervision qui serait mis à la disposition des communes sous forme d'un syndicat intercommunal.

À cette fin, le Président du Conseil Départemental a proposé à notre commune d'adhérer à ce nouveau syndicat.

Monsieur le Maire informe le conseil communal qu'il a aussitôt répondu positivement à cette proposition qui permettra une bien plus grande opérationnalité de notre dispositif.

Le coût de cette opération de densification se décline ainsi :

- Coût HT : 46 553,77 €
- Coût total TTC : 55 864,52 €

- État / FIPD-R : 18 621,50 €, soit 40 %
- Commune : 27 932,27 €, soit 60%
- TVA : 9 310,75 €
- Part communal totale : 37 243,02 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à ... votes « pour », ... vote « contre » et ... abstention :

APPROUVE le projet de densification du dispositif de vidéo protection.

Ainsi fait et délibéré les, jour mois et an que susdits.

LE MAIRE

Claude SERRA